

Moscovici craint une "révolte" en zone euro

Par Le Figaro.fr avec AFP | Mis à jour le 23/05/2017 à 18:09 / Publié le 23/05/2017 à 18:08

Pierre Moscovici, commissaire européen aux Affaires économiques, a mis en garde mardi contre une "révolte" dans la zone euro à cause des divergences économiques entre le sud et le nord, auxquelles Bruxelles veut remédier. "Le problème avec la zone euro aujourd'hui, c'est qu'elle ne crée pas de convergence entre ses Etats membres et si cela continue comme cela, vous allez avoir une révolte", a averti M. Moscovici lors d'un colloque, l'"European Business Summit", à Bruxelles. "Une révolte dans le nord de l'Europe de ceux qui considèrent qu'ils paient pour les autres pendant que les autres" ne font pas le même effort, a affirmé l'ex-ministre français de l'Economie. "Et aussi une révolte du sud de l'Europe où les gens ont l'impression que la croissance est pour l'autre partie de l'Europe, que l'austérité est pour eux et qu'il n'y a pas de solidarité partagée", a-t-il ajouté. Et de citer, parmi les exemples de divergences, la dette publique italienne, deux fois plus élevée que celle de l'Allemagne.

Pour aider à surmonter ces divergences, la Commission européenne compte présenter le 31 mai des propositions pour approfondir l'Union économique et monétaire (UEM). "Le statu quo n'est plus une option car l'héritage de la crise (économique qui a éclaté fin 2007, ndlr) a produit une dynamique de divergence dans la zone euro", a souligné M. Moscovici. S'il a rejeté une "Union de transfert" –c'est-à-dire un système de transferts permanents des Etats membres les plus riches vers les plus pauvres, agité comme un chiffon rouge en Allemagne–, il a aussi refusé le "chacun pour soi". "Ce n'est pas la meilleure façon d'avancer", a-t-il plaidé. Le commissaire européen a prôné une "meilleure coordination des politiques macro-économiques entre les Etats membres". Jugeant qu'il y avait un "problème de responsabilité démocratique dans la zone euro", M. Moscovici s'est dit "personnellement en faveur d'une capacité budgétaire pour cette zone, d'une gouvernance plus forte, qui prendrait la forme d'un +ministre des Finances+ de la zone euro, ainsi que d'un Parlement" qui serait constitué des eurodéputés des 19 pays faisant partie de la monnaie unique. Des idées véhiculées par le nouveau président français Emmanuel Macron pendant sa campagne électorale et mises sur la table lundi par les ministres français et allemand des Finances, Bruno Le Maire et Wolfgang Schäuble, lors de leur première rencontre à Berlin.